

LE MÉPRIS DES MÉDIAS : UNE RAISON DE PLUS POUR SE MOBILISER !



À chaque mouvement social, les médias dominants, leurs chefs et leurs éditocrates, soutiennent avec zèle les « réformes » libérales, et aboient contre celles et ceux qui font grève. La mobilisation qui arrive contre la réforme des retraites ne fait pas exception.

Depuis septembre, les éditorialistes sont sur le pied de guerre. « Bonne et nécessaire » pour Nicolas Bouzou (LCI), la réforme des retraites est aussi « la plus nécessaire et la plus symbolique du quinquennat » pour son confrère Alain Duhamel (RTL). Christophe Barbier nous fait quant à lui part de ses inquiétudes : « Si on ne fait pas la réforme des retraites, on ne fait plus de réforme. S'il n'y a plus de réformisme, il n'y a plus de macronisme. On retombe dans l'immobilisme et alors là, qu'est-ce qui peut rester dans le bilan du gouvernement ? » (BFM-TV).

Sur LCI, Luc Ferry étale son mépris : « Il faut un QI de bulot pour ne pas comprendre qu'on est obligé d'augmenter la durée de cotisation ! » Quelques jours plus tard, les bandeaux de la chaîne sont sans appel :



Sur Canal +, Yves Calvi veut s'assurer que le message est bien passé :



Même combat dans la presse, où un petit aperçu du pluralisme à l'œuvre confirme les positions éditoriales des principaux quotidiens du pays.

Dans *Le Figaro*, on soutient une réforme « particulièrement ambitieuse », et un président qui, « s'il parvient à ses fins sans transiger, aura réussi un tour de force. »

Une ligne que le quotidien, reconverti en conseiller du prince, ne cessera de marteler à longueur d'éditos : « Le gouvernement réussira à mener à bien sa réforme des retraites s'il parvient à convaincre les Français qu'elle est juste. »

Accompagnateur des contre-réformes structurelles depuis des décennies, *Le Monde*, enfin, veut lui aussi raisonner ses lecteurs en présentant le plan gouvernemental comme « transparent et équitable » : « Sur le papier, le projet se défend. La réforme des retraites, décrite par Emmanuel Macron comme « un vrai projet d'émancipation », est cohérente. »

Des partis pris alimentés par un travail de relais communicationnel du gouvernement, endossé par le JDD...



... et par des journalistes prêts à tout pour permettre à leurs lecteurs de survivre, face à un mouvement qui effraie autant les ministères que les rédactions :



HARO SUR « LES PRIVILÉGIÉS » DES RÉGIMES SPÉCIAUX

Les cheminots de la SNCF et la RATP sont dans le viseur des éditocrates, au diapason de la communication du gouvernement. Quand bien même la « réforme » concerne toute la population, quand bien même de très nombreux secteurs sont en grève !

Christophe Barbier lance le mouvement dès septembre:



Mais d'autres ne sont pas en reste :

- « [Il faudra] une position de fermeté à l'égard des régimes spéciaux, qui sapent l'ensemble de notre système de retraites et que plus rien ne justifie. » (Le Figaro)

- « Le contrat [des régimes spéciaux] doit être revu, rénové, réinterrogé. C'est un luxe qui est payé par tous les autres. J'appelle à refonder le contrat social ! » (Pascal Perri)

Haro, donc, sur « les employés de la SNCF qui pourrissent la vie de millions de Français » (Le Figaro Magazine) ! Haro sur les syndicats : « [ils] revendiquent faire grève pour l'ensemble des Français. C'est faux, ils font grève parce qu'ils ont des régimes spéciaux qui sont exceptionnellement avantageux, payés en partie par les contribuables. » (Alain Duhamel, RTL)

Des réquisitoires qui conduisent certains éditocrates à remettre en cause le droit de grève, reconvertis en chantages de... « la liberté de circulation » !

Éric Brunet (BFM-TV) dans le texte : « Quand on regarde cette situation gauloise, typique, caractéristique, on se dit quand même qu'on est un pays très singulier parce que la culture des blocages, la gréviculture ! [...] Les citoyens français ont le droit, la liberté de pouvoir se déplacer comme ils le souhaitent et de ne pas subir impunément ces blocages ! »

Dans les JT, on parle moins du pourquoi de la grève que de ses « dommages collatéraux », et moins des revendications des manifestants que du « coût » supposé des régimes spéciaux.

Ainsi des trois sujets du 20H de France 2 en date du 1er décembre :



Et ce n'est qu'un début... Face à ce traitement caricatural des mobilisations, la question des médias doit figurer à l'agenda pour ce qu'elle est : une question politique de premier plan !

POUR ALLER PLUS LOIN SUR LE SITE D'ACRIMED :

- ▶ Retraites : les éditorialistes sur le pied de guerre depuis trois mois (02/12)
- ▶ Réforme des retraites : BFM-TV questionne le droit de grève (03/12)
- ▶ Le JDD prépare la grève du 5 décembre et la réforme des retraites (04/12)
- ▶ La grève au 20H de France 2 (05/12)
- ▶ Le Parisien prépare la grève du 5 décembre (05/12)

Acrimed continuera d'observer et de critiquer les médias dominants tant qu'il faudra, en faisant valoir ses propositions de transformation radicale du paysage médiatique et en appelant à la mobilisation de toutes et tous. Pour défendre le droit d'informer et le droit à être informé, tous deux gravement menacés, et pour que l'information, trop longtemps confisquée par les pouvoirs, devienne enfin un bien commun et non une marchandise.

Acrimed est une association de critique des médias née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes. Nous sommes journalistes, salariés des médias, chercheurs, acteurs du mouvement social et « usagers » des médias, et nous cherchons à porter une critique indépendante, radicale et intransigeante du système médiatique.

LA CRITIQUE DES MÉDIAS, C'EST VOTRE AFFAIRE !

Faire ou refaire des médias une question démocratique, et donc politique, se fait collectivement. N'hésitez pas: rejoignez Acrimed, ou contribuez à son développement en apportant votre soutien financier !